

« Plus jamais ça » : huit mois après, où en sommes-nous ?

3 décembre 2020



Dans une lettre ouverte aux parlementaires, 18 organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à « mettre en place des mesures d’urgences et une politique de transformation en profondeur ».

Le 27 mars dernier, 18 organisations appelaient, dans une tribune commune, le gouvernement à préparer « le jour d’après » en considérant que la crise sanitaire mettait au jour l’urgence sociale et environnementale et donc la nécessité d’une remise à plat totale des orientations politiques en France et dans le monde, tant en matière économique, sociale, qu’environnementale et démocratique.

Huit mois après, où en sommes-nous ?

Avec lucidité et sans résignation aucune, nous ne pouvons que constater qu’aucun enseignement n’a été tiré de la première phase de la Covid.

Nous sommes très loin du « Plus jamais ça » et d’un monde d’après qui serait si différent du monde d’avant. Partout les gouvernements ont continué à gérer ce qu’ils considéraient comme leurs priorités. La France ne fait malheureusement pas figure d’exception :

- aucun lit d'hôpital n'a été réouvert, les personnels de santé et du médico-social sont épuisés faute de moyens matériels et humains. Pourtant des économies sont à nouveau demandées dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), ce qui conduira à de nouvelles coupes dans la protection sociale alors que les besoins explosent ;
- les inégalités ont continué de se creuser : le nombre de pauvres a continué d'augmenter dans le monde au rythme de l'augmentation de la fortune des milliardaires. 300 000 SDF sont désormais dénombrés en France, un Français sur trois a subi une baisse de revenus dans la période, 900 000 chômeurs de plus sont attendus en 2020, les privations alimentaires augmentent et le nombre d'expulsions locatives va s'envoler ;
- la crise climatique mondiale s'est aggravée à un rythme jamais connu : des incendies en Australie jusqu'en Californie en passant par l'Amazonie, les glaciers ont continué à fondre et les phénomènes climatiques extrêmes se sont multipliés. Il y a à peine quelques semaines, les vallées de la Roya et de la Vésubie ont été dévastées, alors même que l'ensemble des discussions internationales sur le climat et la biodiversité sont à l'arrêt ;
- on évoque des relocalisations d'industries, alors que l'on continue de fermer des sites d'avenir avec des milliers de suppressions d'emplois à la clé. On vide de leur contenu les propositions de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) pour entamer une transition climatique. Toutes les opportunités de mettre en place des outils politiques, économiques ou financiers de la transition sont balayées une à une. On continue à débattre de la future Politique agricole commune comme si rien n'avait changé, sans revoir ses fondements au regard des enjeux sociaux, alimentaires et climatiques mis en lumière lors de cette crise ;
- les libertés publiques et l'État de droit sont de plus en plus systématiquement attaqués, en particulier à travers la loi sécurité globale et ses attaques au droit d'informer ou encore la loi séparatisme en préparation. Les violences policières se multiplient ;
- la parole politique est de plus en plus décrédibilisée par le manque de cohérence, de visibilité et de stratégie dans la gestion de la crise de la Covid et le double langage politique permanent du président et de son gouvernement.

Il y a huit mois, nous demandions une rupture totale avec les dogmes qui nous ont conduits là où nous en sommes aujourd'hui.

Nous le revendiquons plus que jamais aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, comment ne pas voir que la crise sanitaire enseigne l'impérieuse utilité de l'action publique, avec des services publics renforcés sur tout le territoire, et d'une démocratie pleine et entière dans le respect de l'État de droit ?

Mesdames et messieurs les parlementaires, comment ne pas voir que la priorité absolue doit être accordée aux moyens d'existence : alimentation, santé, logement, environnement, culture ?

Mesdames et Messieurs les parlementaires, ce dont nous avons besoin n'est pas d'un plan de relance de l'économie d'hier, mais bel et bien d'un plan de transformation vers une société dans laquelle chacun puisse vivre dignement, sans mettre en péril les écosystèmes ni le climat.

C'est pourquoi nous vous renvoyons à nos 34 propositions qui demandent entre autres :

- un plan d'urgence pour l'hôpital, l'éducation et l'ensemble des services publics : recrutements, formations, revalorisations ;
- l'arrêt des plans sociaux et l'imposition de conditions sociales et environnementales en contrepartie de tout soutien public aux entreprises, et l'interdiction de verser des dividendes pour les entreprises bénéficiant d'aides de l'État pendant la crise ;
- la stricte application de toutes les mesures proposées par la Convention citoyenne pour le climat et la mise en place d'un impôt sur la fortune climatique ;
- un plan de transition écologique et de relocalisation de notre agriculture et de nos industries ;

- la réduction et le partage du temps de travail pour lutter contre le chômage de masse, avec la semaine de 32 heures comme référence, sans perte de salaire ni flexibilisation.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, à l'heure où se multiplient les luttes locales et où nous sommes des milliers à nous mobiliser pour demander le retrait de la loi sécurité globale, soyons à la hauteur des attentes et des enjeux !

Nos organisations ne peuvent se résigner au rétrécissement du cadre démocratique et à une crise sanitaire sur la durée, permettant de justifier la casse sociale et l'absence totale de politique ambitieuse de transition climatique.

Sans attendre la sortie de la crise actuelle, c'est dès maintenant qu'il faut, en collaboration avec l'ensemble de la population, mettre en place des mesures d'urgences et une politique de transformation en profondeur. Mesdames et messieurs les parlementaires, c'est aujourd'hui qu'il faut construire le monde d'après.

Signataires :

- CGT,
- FSU,
- Solidaires,
- les amis de la terre,
- Greenpeace,
- Oxfam,
- Attac,
- Confédération paysanne,
- Youth For Climate France,
- FNE,
- MAN,
- DAL,
- La communauté de l'arche,
- Convergence Nationale des Services Publics,
- ActionAid France,
- Reclaim Finance,
- La Fondation Copernic

Lire aussi : [Voir cette lettre ouverte sur Mediapart](#)

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Plus-jamais-ca-huit-mois-apres-ou-en-sommes-nous>